

COMMISSION
DES
COMMUNAUTES EUROPEENNES

DIRECTION GENERALE
DE L'INFORMATION

....., le

FICHE DE BASE POUR ARCHIVES AUDIO-VISUELLES

- Numéro de fiche:

- Numéro d'archives:

37 - 25. 27

- Titre:

Conseil européen de Bruxelles

A. Réception officielle de S.A. le roi
Baudouin pour les chefs d'état et de gouver-
nement

- Source:

Bruxelles, château de Laeken, 28 juin 1982.
= CCE. - 2" Pal. 4 min 30. - Amb. Sync.

- Résumé:

Arrivées (en voiture) des délégations. Photo de
groupe traditionnelle (GP s/ différentes personnalités)
Personnalités: Tindemans, L. (Bel); Martens, W. (Bel);
Thorn, G. (CCE-Lux); Flesch, C. (Lux); Werner,
P. (Lux); van Agt, A.A.M. (PB); Thatcher, M. (RU);
Schmidt, H. (RFA); Dittensand, F. (Fra); Cheysson
C. (Fra); Colombo, E. (Ita); Pijm, F. (RU);
Papandreu, A. (Gre); Charalambopoulos, I. (Gre);
Haughey, Ch. (IrL); Collins, G. (IrL); van den
Broek, H. (PB); Ortoli, F.X. (CCE-Fra);
Jørgensen, A. (Dan); Baudouin, (Bel)

- Classification:

15.1.1 Bruxelles

FICHE DE BASE POUR ARCHIVES AUDIO-VISUELLES

- Numéro de fiche:

- Numéro d'archives:

- Titre:

Conseil européen de Bruxelles.
B. Arrivée des chefs d'Etat et de gouvernement.
Ouverture du conseil.

- Source:

Bruxelles, Palais d'Egmont, 28 juin 1982.
= CCE. - 2". Pal. 8 min 20. - Amb. Syne.

- Résumé:

Extérieur du Palais d'Egmont. Arrivée des participants. Salle du conseil et ouverture de la séance (GP s/ différentes personnalités).

Personnalités: Tindemans, L. (Bel); Dantons, W. (Bel);
Thom, G. (CCE-Lux); Flesch, C. (Lux); Werner, P. (Lux);
van Agt, A.A.M. (PB); Thatcher, M. (RU); Schmidt,
H. (RFA); Dittmann, F. (Fra); Chirac, C. (Fra);
Colombo, E. (Ita); Pijl, F. (RU); Papandreu, A. (Gre);
Charalambopoulos, I. (Gre); Haughey, Ch. (Ir);
Collins, G. (Ir); van den Broek, H. (PB); Ortoli, F.X.
(CCE - Fra); Jørgensen, A. (Dan)

15.1.1 Bruxelles

- Classification:

11 avril 1967: Adoption du premier programme de politique économique à moyen terme
1^{er} juillet 1967: Mise en vigueur du traité sur la «fusion des exécutifs» CEE, CECA, CEEA

1^{er} et 2 décembre 1969: Sommet de La Haye: élargissement de la Communauté, débuts de la coopération politique; décision de lancer l'Union économique

21 avril 1970: Décision sur les ressources propres

30 juin 1970: Ouverture des négociations d'adhésion avec le Royaume-Uni, le Danemark, l'Irlande et la Norvège

1^{er} janvier 1973: La Communauté passe de Six à Neuf

2. Création de la Fondation européenne

1.2.1. L'initiative de la création d'une Fondation européenne a été prise par M. Tindemans, dans le cadre du rapport sur l'union européenne, qu'il avait présenté au Conseil européen en décembre 1975⁽¹⁾. Lors du Conseil européen de Copenhague, les 7 et 8 avril 1978, les chefs d'État et de gouvernement ont fixé l'objectif et les tâches de la Fondation et se sont mis d'accord sur le cadre de sa structure et de son financement. Ils ont également décidé que son siège serait à Paris. Après trois ans de stagnation, cette initiative a été relancée en novembre 1981 par le gouvernement français dans le cadre de son mémorandum sur la relance européenne⁽²⁾, et par M. Tindemans lui-même, en qualité de président du Conseil, qui a déclaré devant le Parlement, en janvier dernier⁽³⁾, que la création de la Fondation constituait une priorité de l'actuelle présidence du Conseil. Le Conseil «affaires étrangères» a réglé le 22 mars les dernières questions en suspens et a arrêté en même temps la décision autorisant la Commission à négocier l'échange de lettres concernant la participation de la Communauté aux activités et au financement de la Fondation.

16

Fin 1973: Première crise du pétrole
28 février 1975: Signature de la première convention de Lomé
10 et 11 mars 1975: Premier Conseil européen à Dublin

13 mars 1979: Entrée en vigueur du système monétaire européen

7 et 10 juin 1979: Élection du Parlement européen au suffrage universel direct

1^{er} janvier 1981: La Grèce devient le dixième État membre

24 juin 1981: La Commission présente ses réflexions sur la restructuration des politiques communes, amorce d'un examen d'ensemble pour une Europe de la deuxième génération

Comme convenu par ce même Conseil, l'accord instituant cette Fondation a été signé le 29 mars par les représentants des gouvernements des États membres, en marge du Conseil européen, à l'occasion de la cérémonie de commémoration du 25^e anniversaire de la signature des traités de Rome.

Objectifs et tâches de la Fondation

1.2.2. La Fondation a pour mission d'accroître la compréhension mutuelle entre les peuples, de promouvoir une meilleure connaissance du patrimoine culturel européen, et de développer une meilleure compréhension de l'intégration européenne par des actions complémentaires à celles d'autres institutions ou organismes agissant sur un plan national ou multinational. Dans le cadre de cette mission, la Fondation aura notamment pour tâches d'encourager l'apprentissage des langues des pays de la Communauté, de favoriser les échanges de per-

⁽¹⁾ Supplément 176 — Bull. CE.

⁽²⁾ Bull. CE 11-1981, point 3.5.1.

⁽³⁾ Bull. CE 1-1982, point 2.4.6.

Bull. CE 3-1982

membre, sera chargé des actes d'administration générale de la Fondation et préparera les travaux du Conseil. Le secrétaire général, nommé par le Conseil, assurera la gestion de la Fondation et l'exécution de ses actions selon les directives que lui donneront le Conseil et le Comité exécutif.

Les ressources financières de la Fondation proviendront d'une contribution de la Communauté (4 millions d'Écus pour les trois premières années dont 1 million pour la première année), sur la base d'un échange de lettres à négocier entre la Commission et la Fondation, et de contributions bénévoles d'origine publique et privée.

Enfin, un Comité préparatoire sera mis sur pied dans un délai de trois mois au plus, qui aura pour tâche de faciliter la mise en place matérielle et administrative de la Fondation et de préparer ses premières actions.

3. Le Conseil européen de Bruxelles

que la préparation du sommet occidental qui se tiendra à Versailles du 4 au 6 juin prochain.

Dans une déclaration introductive, le président de la Commission a souligné la gravité de la situation économique liée à trois aspects majeurs: la divergence des évolutions économiques, la montée du chômage et l'insuffisance des investissements. Il a proposé plusieurs actions à la fois nationales et communautaires pour sortir de la crise⁽¹⁾. Les autres sujets traités concernaient les relations Communauté-Etats-Unis, et le mémorandum du gouvernement grec sur ses relations avec les Communautés⁽²⁾.

⁽¹⁾ Points 1.1.1 à 1.1.7.

⁽²⁾ Point 1.2.1 à 1.2.3.

⁽³⁾ Point 2.1.38.

⁽⁴⁾ Point 3.4.1.

1.3.1. Le Conseil européen s'est réuni les 29 et 30 mars à Bruxelles, sous la présidence de M. Wilfried Martens, premier ministre de Belgique, en sa qualité de président en exercice du Conseil. La Commission était représentée par le président Thorn et le vice-président Ortoli.

La réunion du Conseil européen avait été précédée d'une cérémonie de célébration du 25^e anniversaire de la signature des traités de Rome, présidée par sa Majesté le Roi Baudouin, qui s'est déroulée au Palais des Académies à Bruxelles⁽¹⁾. A l'issue de la cérémonie, les ministres des affaires étrangères ont procédé à la signature du traité instituant la Fondation européenne dont le siège sera à Paris⁽²⁾.

1.3.2. Comme à l'accoutumée, pour cette première session de l'année, la situation économique et sociale a constitué l'un des thèmes centraux des discussions, de même

Bull. CE 3-1982

1.3.3. Les problèmes restant en suspens dans le cadre des travaux sur le mandat du 30 mai n'ont été qu'évoqués. En effet, le Conseil «affaires étrangères» avait examiné le 23 mars les suggestions de compromis présentées par les présidents du Conseil et de la Commission et convenu, après un premier examen favorable, de poursuivre ses délibérations lors d'une réunion qu'il avait fixée au 3 avril et qui a été ultérieurement reportée⁽¹⁾.

1.3.4. Les dix chefs d'État et de gouvernement ont fait un tour complet des grands problèmes internationaux de l'heure, et dit leurs préoccupations sur un certain nombre d'évolutions: relations Est-Ouest, Afghanistan, Moyen-Orient, Amérique latine et Turquie.

Problèmes communautaires: les conclusions de la présidence

1.3.5. A l'issue de la réunion du Conseil européen, la présidence a rendu public le texte ci-après qui porte sur les politiques suivies à l'intérieur de la Communauté, la politique économique internationale, le mandat du 30 mai et le mémorandum du gouvernement grec.

«Préambule

1. Le Conseil européen a commémoré le 25^e anniversaire de la signature du traité de Rome, en rappelant l'importance de la contribution apportée par la Communauté européenne, durant un quart de siècle, à la réalisation des objectifs de progrès économique et social dans les pays membres. Il souligne l'importance des progrès qui ont été réalisés dans la voie de l'union, en dépit des difficultés économiques mondiales des dix dernières années.

Le Conseil européen a confirmé sa volonté de poursuivre sur la voie d'une plus grande intégration économique.

2. Le Conseil européen a consacré la majeure partie de sa réunion à la discussion de la situation économique et sociale, sur base du rapport de la Commission.

L'économie mondiale se trouve dans une crise majeure de nature structurelle qui affecte tous les pays. Cette crise ne pourra être surmontée que si tous les gouvernements prennent les mesures nécessaires, avec l'appui de tous les milieux économiques et sociaux.

Si les particularités des situations de chaque État membre peuvent appeler des politiques et solutions différenciées pour combattre la crise économique, tous les pays de la Communauté sont confrontés avec les mêmes risques et ont un même intérêt à combattre le chômage et à restaurer la croissance économique dans la stabilité monétaire et en assurant la compétitivité de leurs économies.

3. Le Conseil européen a noté des signes d'amélioration conjoncturelle pour 1982. Mais une légère reprise est insuffisante pour arrêter la progression du chômage dont le niveau élevé, plus particulièrement chez les jeunes, crée une situation intolérable; en outre, cette reprise ne peut, à elle seule, résoudre les problèmes structurels fondamentaux de la Communauté, notamment un taux d'inflation en moyenne trop élevé, une insuffisance de l'investissement productif et une dépendance énergétique encore trop grande.

Le Conseil européen estime nécessaire un ensemble d'actions concrètes et complémentaires.

Politiques à l'intérieur de la Communauté

4. Le Conseil souligne la nécessité d'une politique coordonnée de promotion de l'investissement et de lutte contre le chômage.

Une telle action concertée doit être accompagnée du renforcement des efforts de maîtrise de l'évolution de tous les coûts de production. Il faut mettre davantage l'accent sur l'investissement productif privé et public. Il est essentiel à ce propos que les partenaires sociaux contribuent à la réalisation de ces objectifs.

5. En matière d'investissements, le Conseil européen a exprimé sa préoccupation devant le taux d'investissement productif en Europe, surtout dans les secteurs d'avenir, qui demeure trop faible par rapport à son PIB. Il est donc convenu de la nécessité pour la Communauté et chaque État membre de prendre, dès cette année, chacun pour ce qui le concerne, toute mesure ou initiative appropriée pour renverser la tendance.

Il confirme à cet égard l'importance qu'il attache à la réduction des taux d'intérêt et au renforcement des instruments de crédit communautaire au bénéfice de l'investissement industriel et agro-alimentaire.

Le Conseil européen demande à la Commission de faire toute proposition qu'elle jugera utile et au Conseil d'arrêter les moyens et les procédures pour atteindre ces objectifs.

(1) Point 2.1.1.

Un premier rapport sera fait pour la réunion du Conseil européen de juin sur les suites concrètes données à ces orientations.

6. Le Conseil européen souligne l'importance du maintien et du développement du marché intérieur de la Communauté qui, grâce aussi à une politique extérieure plus active, assure à celle-ci une dimension continentale, comparable à celle des principaux ensembles économiques du monde. Cette dimension permet le développement de stratégies industrielles communautaires ainsi que d'une politique de la technologie et de l'innovation.

Le secteur des services revêt une importance particulière dans ce contexte.

Les politiques industrielles, de l'énergie et de la recherche ainsi que la politique agricole sont de celles où la dimension communautaire peut apporter le plus.

Le Conseil européen demande au Conseil, dans toutes ses formations, de renforcer ces politiques sur la base de propositions de la Commission.

Un rapport sera fait pour la réunion du Conseil européen à la fin de l'année sur les suites données à ces orientations.

7. En matière d'emploi, le Conseil reconnaît que, outre des efforts accrus d'investissement productif et de maîtrise des coûts de production, la gravité du chômage demande des actions spécifiques à effets rapides.

Pour contribuer à définir progressivement une politique sociale européenne, les États membres prendront des mesures visant plus particulièrement la formation professionnelle des jeunes.

En tant que premier pas, les États membres s'efforceront d'assurer au cours des cinq prochaines années à tous les jeunes se présentant sur le marché du travail pour la première fois l'acquisition d'une formation professionnelle ou d'une première expérience de travail, dans le cadre de programmes spécifiques en faveur des jeunes ou dans le cadre de contrats d'emploi; le Conseil est invité à faire rapport au Conseil européen, lors de sa session de la fin de l'année, sur les décisions et mesures prises dans ce but, tant par les États membres que dans le cadre de la Communauté. A cette fin, une réunion spéciale du Conseil étudiera les mesures spécifiques de promotion de l'emploi. Les États membres se consulteront sur leurs mesures nationales d'aménagement du temps de travail.

8. Le Conseil européen constate que le système monétaire européen a bien fonctionné durant ses trois premières années. Il convient de lui donner une nouvelle impulsion en renforçant la convergence économique, les mécanismes du système, le

rôle de l'Écu et la coopération monétaire entre la Communauté et les pays tiers. Il demande au Conseil «EcoFin» de lui faire rapport.

Politique économique internationale

9. Le Conseil européen attend du sommet de Versailles au début juin que s'établisse entre les grands partenaires industrialisés une coopération renforcée, en particulier en vue de favoriser une baisse des taux d'intérêt, de diminuer la volatilité des taux de change et de renforcer les relations Nord-Sud. Cette coopération doit être basée sur une définition commune des obligations qui incombent à chacun. La Communauté est prête à apporter sa contribution à une telle coopération et soumettra des propositions à cet égard.

10. La persistance de taux d'intérêt réels élevés sur les marchés financiers internationaux, jointe à l'insuffisance de l'activité économique et à la faiblesse de la demande globale, entraîne une baisse sensible de l'investissement productif et contribue à l'aggravation du chômage, étant donné que les entreprises, dont la liquidité et les profits sont fortement comprimés, réduisent leurs investissements et leurs effectifs. Cette évolution est particulièrement préoccupante à un moment où l'ajustement des structures industrielles, suite aux chocs pétroliers et à la résorption du chômage, exigent un accroissement de la part de l'investissement dans la demande globale.

Les taux d'intérêt élevés alourdissent aussi considérablement le service de la dette publique de nombreux pays industrialisés et de pays en voie de développement.

11. Les fluctuations des taux de change qui ne sont pas justifiées par les données fondamentales de l'économie constituent aussi un facteur d'incertitude et affectent les échanges internationaux.

La coordination des politiques des grands pays industriels dans le domaine des marchés de change, pour éviter des fluctuations désordonnées des cours, conserve toute son urgence.

12. La Communauté insiste auprès du Japon pour qu'il ouvre son marché et l'intègre davantage dans le commerce international. Le Japon doit mener une politique économique, commerciale et en matière de change plus compatible avec l'équilibre des charges à assumer par l'ensemble du monde industrialisé et contribuer ainsi à assurer la reprise économique.

13. Le Conseil entend persévérer dans une politique de coopération active en faveur des pays en voie de développement et souhaite la relance rapide du dialogue Nord/Sud. Le Conseil européen rappelle que les pays de l'Est ont également des responsabilités dans ce cadre.

Conclusions

14. Le Conseil européen souligne que le redressement économique des pays européens dépend d'actions internes et de facteurs extérieurs que la Communauté doit concourir à mieux maîtriser au sein d'une coopération internationale accrue et mieux organisée. A cet égard, le renforcement de l'unité européenne par la réalisation d'une meilleure convergence des politiques économiques en son sein et d'une meilleure coordination des actions de redressement économique est de nature à renforcer son rôle international.

Le Conseil européen fera, lors de sa session de fin d'année, un premier bilan de la mise en œuvre des actions qu'il vient de décider et dégagera de nouvelles orientations.

Mandat du 30 mai

Le Conseil européen a entendu un rapport de M. Tindemans sur l'état d'avancement des travaux du Conseil (ministres des affaires étrangères) sur le mandat.

Le Conseil européen demande au Conseil des ministres (affaires étrangères) de mettre tout en œuvre afin de rendre possible des décisions dans les meilleurs délais.

Mémorandum du gouvernement grec

Le Conseil européen a pris acte d'une déclaration du premier ministre grec. La Commission entreprendra une étude du mémorandum soumis par le gouvernement grec et fera rapport au Conseil.

Questions relevant de la coopération politique européenne

1.3.6. Le Conseil européen a discuté de la situation politique dans le monde et s'est intéressé en particulier aux relations transatlantiques, aux relations Est-Ouest, à l'Afghanistan, au Moyen-Orient, à l'Amérique centrale et à la Turquie.

« Relations transatlantiques »

Le Conseil européen a examiné l'état des relations transatlantiques.

Il souligne l'importance qu'il attache aux liens avec les États-Unis et sa volonté de développer davantage les consultations entre Européens et Américains.

Il apprécie la déclaration faite par le président Reagan à l'occasion du 25^e anniversaire des traités de Rome, et selon laquelle les États-Unis considèrent une Europe unie comme un parte-

naire avec lequel ils confirment leur volonté de poursuivre une coopération étroite conforme à l'importance économique et politique de l'Europe et à son rôle dans le monde.

Relations Est-Ouest

1. Les chefs d'État ou de gouvernement constatent que la situation en Pologne continue à peser sur les relations Est-Ouest et affecte par conséquent les rapports des Dix avec la Pologne et avec l'URSS, qui porte une responsabilité certaine dans cette situation.

Les Dix rappellent leurs déclarations antérieures quant aux graves répercussions de la situation présente en Pologne sur la sécurité et la coopération en Europe et sur l'ensemble des relations Est-Ouest. Ils renouvellent leur appel afin que les autorités polonaises, dans les plus brefs délais, lèvent la loi martiale, libèrent les personnes arrêtées et restaurent un dialogue réel avec l'Eglise et Solidarné.

Les Dix ont, par ailleurs, pris connaissance avec préoccupation des déclarations récentes des autorités polonaises concernant la possibilité de départ pour les personnes détenues dans le pays. Ils rejettent toute tentative de faire pression sur les intéressés. Ils interpréteraient une telle politique comme une nouvelle aggravation de la situation en Pologne et une grave atteinte aux droits fondamentaux de l'homme.

(La délégation hellénique a marqué sa réserve sur la partie de la première phrase qui indique que la situation en Pologne affecte les rapports des Dix avec l'URSS.)

2. Les chefs d'État ou de gouvernement ont examiné l'état des relations économiques entre leurs propres pays et ceux de l'Europe de l'Est, compte tenu notamment du rôle important que jouent les échanges de la Communauté avec ces pays.

Ils ont reconnu le rôle que les contacts et la coopération économiques et commerciaux ont joué dans la stabilisation et le développement des relations Est-Ouest considérées dans leur ensemble, rôle qu'ils souhaitent voir se poursuivre sur la base d'un réel intérêt mutuel. Ils ont discuté de la base sur laquelle ont été menées les relations économiques et commerciales entre l'Est et l'Ouest.

Les chefs d'État ou de gouvernement sont convenus que ces questions, y compris la question importante de la politique en matière de crédits qui leur est liée, devraient faire l'objet d'un examen attentif de la part de la Communauté européenne, des gouvernements des États membres et d'autres gouvernements, aussi bien au niveau national qu'au niveau international et en étroite consultation avec les autres pays de l'OCDE.

Bull. CE 3-1982

(La délégation hellénique a marqué sa réserve sur la partie de ce texte qui commence par « Ils ont discuté » et qui se termine par « les autres pays de l'OCDE »).

3. Le Conseil européen regrette que les violations des principes de l'acte final d'Helsinki, dont la répression intervenue en Pologne constitue un aspect particulièrement grave, aient empêché d'aboutir à Madrid à des résultats positifs et risqué de mettre en danger le processus de la CSCE dans son ensemble.

Il constate que l'ajournement de la réunion de Madrid a été nécessaire pour préserver le processus de la CSCE auquel les Dix restent profondément attachés.

L'objectif des Dix demeure l'adoption d'un document substantiel et équilibré.

Ils expriment l'espoir que, lors de la reprise de la réunion de Madrid en novembre, les circonstances qui prévaudront seront davantage propices à une conclusion positive.

Afghanistan

A la suite de la journée internationale de l'Afghanistan, le Conseil européen estime qu'il convient d'attirer particulièrement l'attention sur la situation tragique de ce pays, qui est actuellement à sa troisième année d'occupation militaire. Le corps expéditionnaire soviétique y a été récemment renforcé; la répression de la population civile se poursuit sans répit et chaque jour voit augmenter le nombre total de réfugiés, qui atteint déjà quelque trois millions, soit un cinquième de la population.

Selon le Conseil européen, il est plus que jamais nécessaire de hâter la recherche d'une solution politique au problème de l'Afghanistan. Une telle solution ne peut être fondée que sur le retrait total des troupes soviétiques et du respect de l'indépendance, de la souveraineté et du non-alignement de l'Afghanistan. Le Conseil réaffirme avec force la position adoptée par les Conseils européens de Luxembourg et de Londres et la volonté des Dix de contribuer dans toute la mesure de leurs moyens à un règlement acceptable. Il dénonce l'attitude négative de l'Union soviétique, qui a rejeté successivement les propositions formulées par les Dix, par le Mouvement des non-alignés, par la Conférence islamique et par l'Assemblée générale des Nations unies.

Le Conseil se félicite de la nomination par le secrétaire général des Nations unies d'un représentant personnel pour la question afghane et exprime l'espoir que cette initiative contribuera à

Bull. CE 3-1982

Moyen-Orient

Le Conseil européen a examiné les développements de la situation au Moyen-Orient.

Vivement préoccupé par les graves événements qui se déroulent en Cisjordanie, le Conseil européen lance un appel pressant pour que soit mis fin à ce dangereux enchaînement de violence et de répression. Il dénonce particulièrement les mesures imposées à la population palestinienne, telles que la destitution par les autorités israéliennes de maires démocratiquement élus, ainsi que les atteintes portées aux libertés et droits des habitants de ces territoires, qui s'ajoutent aux mesures prises par Israël à l'égard du Golan, et qui ne peuvent que nuire aux perspectives de paix.

Inquiet de la poursuite des affrontements au Liban, le Conseil européen demande instamment à toutes les parties intéressées de renoncer à la violence et d'assurer les conditions du respect de la pleine souveraineté et de l'intégrité territoriale du pays.

Il a en outre réaffirmé la volonté maintes fois exprimée par les Dix de contribuer à l'établissement d'une paix juste et durable au Moyen-Orient.

La participation de quatre pays membres de la Communauté européenne à la force multinationale et d'observateurs au Sinai (MFO) constitue une contribution positive dans la perspective de l'achèvement de l'évacuation, le 25 avril, du Sinai par Israël.

Amérique centrale

Le Conseil européen a examiné la situation en Amérique centrale. L'accroissement continu des tensions dans cette région lui cause de sérieuses préoccupations. Aussi accueille-t-il avec intérêt toute initiative susceptible de mettre fin à la violence et de conduire par le dialogue et dans le respect des règles démocratiques et des droits de l'homme à la restauration de la paix dans la région, tout en sauvegardant les souverainetés nationales et la volonté des peuples. Dans ce contexte, il a noté avec intérêt les suggestions faites par plusieurs pays de la région.

Constatant que les tensions et conflits qui sévissent en Amérique centrale ont souvent pour origine les graves problèmes économiques et les inégalités sociales que la conjoncture mondiale

20

21

aggrave au détriment des pays les plus démunis, le Conseil européen estime que la communauté internationale ne peut rester indifférente à ces maux. Il se félicite des efforts déployés pour leur porter remède et il souhaite notamment que l'initiative des pays du groupe de Nassau y contribue dans le sens des principes énoncés plus haut.

La Communauté et ses États membres ont, eux aussi, déjà fourni dans le passé une aide substantielle à la région.

Le Conseil européen est convenu toutefois que l'aide accordée par les États membres de la CEE et par la Communauté elle-même en vue du développement de l'Amérique centrale et des Caraïbes devrait être coordonnée et augmentée dans la limite de leurs possibilités.

Le Conseil européen a chargé les ministres des affaires étrangères de définir, sur la base de propositions de la Commission, les modalités selon lesquelles cette aide communautaire serait octroyée.

Turquie

Le Conseil européen a entendu le rapport que le président du Conseil de ministres, M. Leo Tindemans, lui a fait concernant l'exécution du mandat qui lui a été confié par les Dix, le 23 février.

Il a exprimé son appréciation pour la manière dont la tâche a été accomplie.

M. Leo Tindemans a nettement marqué au gouvernement turc les graves préoccupations que suscite au sein des Dix le problème du respect des droits de l'homme en Turquie et souligné la nécessité pour ce pays de revenir au plus tôt à un régime démocratique, ce qui suppose la libération notamment des personnes arrêtées pour des délits d'opinion ou pour leurs activités syndicales et l'abolition de la loi martiale.

Ses interlocuteurs l'ont assuré du retour du pays à la démocratie dans un délai de deux ans au plus tard. Selon leurs déclarations, le référendum pour l'approbation d'une constitution démocratique aurait lieu en novembre 1982, et les élections législatives en automne 1983 ou au plus tard au printemps 1984.

Le Conseil européen compte que la visite de M. Leo Tindemans aura contribué à la réalisation de ses objectifs, auxquels les Dix attachent une importance essentielle.

Déclarations et commentaires

1.3.7. La réunion du Conseil européen s'est terminée le 30 mars par la traditionnelle conférence

de presse des présidents de la Commission et du Conseil et par des déclarations séparées des chefs de gouvernement.

Le président Gaston Thorn et M. Wilfried Martens, premier ministre de Belgique et président en exercice du Conseil européen, se sont félicités de ce que la réunion a permis d'identifier des objectifs précis concernant l'emploi et l'investissement et d'exprimer un assentiment général en faveur d'un progrès du SME, « même si l'on ne va pas brûler les étapes, comme nous l'avons espéré ».

Le président de la Commission a estimé que, malgré les divergences de situation et d'approches des États membres, l'identification d'objectifs prioritaires en matière d'emploi et d'investissement montre que la Communauté n'est résignée ni au chômage, ni à la dépendance énergétique. Elle entend mener, au plan international, notamment lors du sommet de Versailles, les négociations nécessaires afin d'atténuer ses dépendances économiques qui se manifestent au niveau des taux d'intérêt et de change... Quant au chômage, M. Thorn a jugé essentiel qu'on l'ait envisagé comme un problème plus moral et social qu'économique. Le chômage des jeunes prend, à cet égard, un relief tout particulier.

1.3.8. Dans leurs commentaires, les chefs d'État et de gouvernement ont été peu prolixes, notamment en raison des interrogations qui subsistent sur le mandat. Ils se sont félicités des conclusions du débat sur la situation économique et sociale, qui a dominé les travaux. Le chancelier *Helmut Schmidt* a estimé que, si les positions sont proches dans l'analyse, les gouvernements ont une tendance marquée à défendre leurs propres intérêts. Il a mis en garde contre « une course à la dévaluation » et a critiqué le principe de l'indexation en vigueur dans certains États membres. À l'inverse, M. *François Mitterrand* a estimé qu'il y a eu un réel effort de rapprochement et que les points de vue ont été rarement aussi proches. M. *Giovanni Spadolini* a mis l'accent sur les engagements pris afin de renforcer les instruments communautaires de crédit et sur l'action solidaire décidée afin de lutter contre le chômage et l'inflation. Se prononçant sur l'indexation des salaires, il a jugé impossible d'adopter une attitude uniforme en raison de la différence de situation d'un État membre à l'autre. Mme *Margaret Thatcher*, enfin, s'est déclarée, en accord avec ses collègues, sur la nécessité d'une croissance des investissements. Mais pour cela, il faut réduire la consommation, a-t-elle souligné, ajoutant qu'à son avis, la reconnaissance de ce fait était l'un des principaux résultats de la réunion du Conseil européen.

4. Approfondissement du système monétaire européen

Communication de la Commission

1.4.1. Lors de sa session du 15 février 1982⁽¹⁾, à l'issue d'un débat approfondi, le Conseil a constaté qu'une série de mesures d'approfondissement était possible, dans les quatre domaines suivants : promotion de la utilisation privée de l'écu, amélioration des mécanismes du système, renforcement de la convergence, ouverture du SME sur l'extérieur. À cette occasion, le Conseil a pris acte de l'intention de la Commission de formuler, en temps utile pour sa session du 15 mars des propositions concrètes. La communication, assortie d'un projet de résolution transmis par la Commission au Conseil le 10 mars, répond à cet engagement.

L'écu et les mécanismes du SME

1.4.2. La Commission estime que des progrès pouvaient être réalisés dans les domaines de l'écu officiel et de l'écu privé.

Tout d'abord, le régime d'émission et les conditions d'utilisation de l'écu émis par le Fonds européen de coopération monétaire sont susceptibles d'amélioration.

D'une part, afin de remédier à une création d'écus désordonnée et éventuellement inflationniste, la Commission propose, soit de déconnecter le volume de l'émission du cours de l'or et du dollar, soit — ce qui serait cependant moins satisfaisant — d'allonger la période de référence sur laquelle est calculée la moyenne des prix de l'or. D'autre part, les règles d'utilisation de l'écu pourraient être amendées grâce à la suppression de la limite d'acceptabilité et à l'augmentation de la rémunération des positions nettes en écus.

L'usage de l'écu par le secteur privé devrait s'effectuer dans des conditions plus ordonnées et être facilité. À cet effet, la Commission estimerait souhaitable d'établir une « appellation écu contrôlée » afin de protéger la définition de l'unité monétaire européenne

et de prendre des mesures pour favoriser l'extension de l'usage de l'écu dans le circuit privé (suppression des discriminations dont souffre l'écu dans les réglementations nationales, affirmation du principe de la libre circulation des capitaux libellés en écus...).

La convergence

1.4.3. Le SME doit contribuer à la meilleure convergence, dans la stabilité, des politiques économiques. À cette fin, la Commission propose diverses possibilités, et notamment l'établissement d'un ensemble d'indicateurs, en vue d'aider à l'évaluation de la conduite des politiques économiques des États membres, tels que la discussion en commun des objectifs et des résultats des politiques monétaires, la recherche d'une libéralisation accrue des mouvements de capitaux, l'information et la surveillance mutuelle sur les situations des paiements et l'endettement extérieur.

Les relations extérieures du système

1.4.4. Partant du constat que la Communauté n'est pas encore dotée d'une organisation à la mesure du rôle qu'elle pourrait jouer en tant que l'un des pôles d'un système de monnaies de réserves multiples, la Commission suggère d'agir dans deux domaines :

- En premier lieu, face aux tensions d'origine extérieure, les États membres de la Communauté européenne devraient réagir de manière plus cohérente et plus solidaire grâce à la mise en œuvre de diverses mesures (consultations régulières avec les autorités américaines et japonaises, meilleure coordination des interventions en monnaies tierces, organisation des interventions intramarginales qui devraient pouvoir être effectuées dans les domaines communautaires et être éligibles au financement à très court terme).

- En second lieu, les banques centrales des pays souhaitant avoir des liens économiques et financiers particuliers avec les Commu-

(1) Bull. CE 2-1982, point 2.1.2.